



**Décision n° CODEP-BDX-2017-028310 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 18 juillet 2017 autorisant Électricité de France - Société Anonyme (EDF - SA) à modifier de manière notable le site électronucléaire du Blayais (INB n° 86)**

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par Électricité de France – Société Anonyme (EDF - SA) de deux tranches de la centrale nucléaire du Blayais dans le département de la Gironde ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2014-DC-0420 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 13 février 2014 relative aux modifications matérielles des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l'ASN CODEP-BDX-2017-001650 du 13 janvier 2017 ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier D5150.QSP.170070 du 10 mars 2017 ;

Considérant que, par courrier du 10 mars 2017 susvisé, EDF - SA a déposé une demande d'autorisation de modification concernant la poursuite de l'exploitation de l'aire d'entreposage des conteneurs chauds ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

EDF - SA, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier l'installation nucléaire de base n° 86 dans les conditions prévues par sa demande du 10 mars 2017 susvisée.

## **Article 2**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

## **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF - SA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Bordeaux, le 18 juillet 2017.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
le chef de la division de Bordeaux**

**signé**

**Paul BOUGON**